



PREMIER MINISTRE

---

SERVICE DE PRESSE

**Discours du Premier ministre François FILLON**

**Réception des parlementaires de la majorité**

**Hôtel de Matignon, mardi 17 janvier 2012**

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,  
Messieurs les présidents de groupes,  
Mes chers amis,

En cette période de vœux, probablement la dernière pour moi à Matignon, je ne peux pas débiter mon propos sans vous remercier de la confiance que vous m'avez témoignée depuis 2007.

Durant ces cinq années, vous n'avez jamais fait défaut au Gouvernement et au Président de la République. Cette loyauté a permis à notre pays d'être gouverné avec solidité, là où d'autres Etats européens s'épuisaient dans des crises et des soubresauts politiques. Malgré les coups répétés de la crise, nous avons d'un côté réformé la France et de l'autre nous avons protégé les Français du mieux que nous le pouvions. L'équation n'était pas facile, et pourtant, de l'autonomie des universités à la réforme des retraites, j'ai la conviction que beaucoup des changements que nous avons impulsés marqueront l'histoire de notre pays, et j'ai aussi la conviction que nous avons géré la crise avec une réactivité, avec un pragmatisme qui nous ont permis d'amortir le choc sur nos concitoyens.

Cette crise n'est pas finie, et nous attaquons cette nouvelle année dans un environnement chaotique et oppressant, mais qui du moins confirme la stratégie réformatrice qui est la nôtre depuis 2007. Quels sont les grands enjeux de l'année qui vient ? D'abord : sécuriser et relancer l'Europe. J'en fais une priorité, parce que j'entends tous ceux qui veulent faire de l'élection présidentielle une petite affaire hexagonale. Ils esquivent l'essentiel et ils sont donc à côté de l'intérêt national. Aucun Etat de la zone euro ne sortira seul de l'épreuve. Une course contre la montre est engagée pour restaurer la confiance des investisseurs. Il faut très rapidement mettre en œuvre l'accord européen du 9 décembre dernier. Et je veux dire que l'opposition se trompe lourdement lorsqu'elle prétend ne pas être liée par cet accord qui fut porté par le tandem franco-allemand et qui fut rudement négocié avec nos partenaires. Il n'y a pas 36 chemins pour sauver l'Europe et il n'y a pas beaucoup d'hommes d'Etat pour le parcourir. Eh bien parmi eux, Nicolas SARKOZY a une crédibilité qui n'a pas d'équivalent chez ses concurrents.

Le second enjeu : c'est la réduction des déficits. Depuis plusieurs années j'insiste sur la gravité de cet enjeu qui est un enjeu qui relève de notre souveraineté nationale, et vous n'êtes pas en reste puisque vous avez courageusement prescrit à notre pays une discipline financière qui n'a pas de précédent depuis des décennies. De l'extrême-droite à l'extrême-gauche, d'ailleurs tout le monde parle maintenant des déficits parce que chacun a enfin compris qu'il y avait là quelque chose qui est vitale pour notre nation.

Nous, nous avons une méthode, nous avons une trajectoire, et nous avons des résultats. Entre 2011 et 2012, c'est plus de 51 milliards d'euros d'efforts d'économies, de suppression de niches fiscales et de mesures fiscales ciblées qui ont été décidés. Vous savez que pour la première fois depuis sa création, l'ONDAM a été strictement respecté, pour la première fois depuis 1945, les

dépenses de l'Etat auront diminué en 2011, et elles diminueront encore plus en 2012. Et pour la première fois, la masse salariale de l'Etat baisse. En 2011, nous aurons réduit le déficit public de plus de 30 milliards d'euros, ce qu'aucun Gouvernement n'a jamais fait. Le déficit public est ainsi passé de plus de 7 points à moins de 5,7 % en 2011, et je veux redire une nouvelle fois que dans un contexte extraordinairement difficile nous allons faire mieux que les prévisions qui étaient celles du Gouvernement. Pour 2012, le Gouvernement se prépare à utiliser la réserve de 6 milliards d'euros prévue dans le budget, il agira avec vous naturellement, en fonction des données objectives de la croissance.

Alors face à nous, que trouve-t-on ? Pour les uns, il faut redresser nos frontières, revenir au franc, et comme par miracle nous allons retrouver des marges de manœuvre. En réalité, vous le savez ce serait la faillite assurée. Pour les autres, il faut museler le capital, et comme par enchantement, ce sont des trésors cachés qui vont réapparaître, en réalité, cela a déjà été tenté, nous savons que ce serait la paupérisation.

Quant aux socialistes, la suppression des niches fiscales, des heures supplémentaires défiscalisées et l'instauration d'une grande réforme fiscale à laquelle d'ailleurs personne ne comprend rien y suffiront. Nous savons que c'est faux, parce que nous savons que le cœur du problème, ce sont les dépenses publiques, mais là, la gauche refuse de l'admettre et c'est au fond sa faute originelle. C'est la raison pour laquelle, je la crois mal placée pour donner des leçons de rigueur budgétaire. Je veux dire qu'il est cocasse de voir le Parti socialiste commenter avec empressement et avec gourmandise le jugement d'une agence de notation, lui qui fut contre la réforme des régimes spéciaux, contre la réforme des retraites, contre la réduction du nombre des fonctionnaires, contre la Révision Générale des Politiques Publiques, contre la maîtrise des dépenses des collectivités locales, contre la règle d'or. La ficelle est encore plus grosse quand le même Parti socialiste reste étrangement silencieux sur le jugement plus positif d'une autre agence de notation.

En juillet dernier, lorsque la zone euro était attaquée de toute part, la première secrétaire générale du PS affirmait, je la cite, « qu'il est inacceptable que les agences de notation pèsent à ce point » ; quant à son porte-parole, il recommandait, ni plus ni moins, « d'interdire aux agences de notation de noter les dettes souveraines ».

Mais dès lors qu'il s'agit de la France, tout change ! Comme le disait Edgar FAURE, « *ça n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent !* ».

D'une façon plus sérieuse, il serait bon pour notre pays qu'un minimum d'unité et de responsabilité puissent prévaloir dans le combat extrêmement difficile contre la crise et contre les déficits. Les agences de notation présentent leur diagnostic : certains sont bons, d'autres le sont moins. Aucun ne mérite d'être sous-estimé, aucun ne mérite d'être dramatisé, parce que ce qui importe c'est la direction rigoureuse que la France s'est assignée par elle-même et pour elle-même. Cette direction exige de la ténacité, de la méthode et un sens partagé de l'intérêt général parce que l'objectif du désendettement, il n'est en réalité ni de

droite ni de gauche, et il n'ira pas sans quelques sacrifices, quelle que soit la majorité en place.

Enfin troisième enjeu de l'année 2012, c'est l'emploi. Il sera au cœur du sommet de crise qui se tiendra demain. Nous avons voulu avec le Président de la République, entendre les partenaires sociaux et nous avons des propositions à faire. Ce sont des propositions conjoncturelles, mais ce sont aussi des propositions structurelles parce que nous savons qu'avec une croissance faible nous ne pourrions pas riposter à la remontée du chômage et aux délocalisations si nous ne sommes pas en mesure de débloquent un certain nombre de verrous qui freinent l'activité et l'emploi et qui marquent notre différence en matière de compétitivité avec plusieurs autres pays européens. Sur l'activité partielle, sur la formation des demandeurs d'emploi, sur les accords de compétitivité, sur le coût du travail, nous voulons d'abord avec les partenaires sociaux, ensuite avec vous, débattre et avancer.

Alors qui est ce qui peut nous reprocher ce dialogue et qui est ce qui peut nous reprocher de vouloir réformer jusqu'au bout ? L'approche des élections, ce n'est pas une excuse honorable pour temporiser, et ça l'est encore moins lorsque l'étau de la crise continue de nous enserrer. J'en conviens, il y a de l'audace à aborder de front la question du dialogue social dans l'entreprise pour moduler l'organisation du travail, et il y a de l'audace à vouloir adapter le financement de notre protection sociale pour favoriser la production en France. Mais ce sont des sujets qui relèvent de l'intérêt national, et je ne vois pas en quoi nos compatriotes ne les jugeraient pas dignes d'être traités maintenant.

Mes chers amis,

Dans l'âme française, deux instincts cohabitent depuis toujours : celui du pessimisme sur lequel nos opposants misent sans complexe, et celui de la vaillance et de l'énergie dont vous avez été les fers de lance. Lequel de ces deux instincts l'emportera lors du rendez-vous présidentiel ? Personne aujourd'hui n'a la réponse, mais au plus profond de moi je crois que la France est lucide sur les conditions exigeantes de son redressement, et je crois que la sincérité de nos actes parle pour nous. Depuis 2007, à aucun moment nous n'avons esquivé la vérité et à aucun moment nous avons cédé à la facilité ou à l'immobilisme. Bien sûr nous n'avons pas tout réussi, nous avons sûrement beaucoup de défauts, mais il y en a un que nous n'avons pas, c'est celui de la lâcheté politique.

Avec Nicolas SARKOZY, nous avons choisi de traiter l'urgent, de traiter l'indispensable, pas ce qui flatte. Et ce faisant finalement nous avons fait que notre devoir. Alors j'entends les critiques qui nous sont adressées, et je ne crains pas d'y répondre, mais je récusé ce catastrophisme qui fait mal à notre pays lui-même. Le défaitisme n'a pas sens. La France n'en est pas à sa première épreuve devant l'Histoire, et elle va s'en sortir ! En quelques années, notre pays a démontré qu'il ne craignait pas de se moderniser, malgré les à-coups, il a démontré sa clairvoyance, il a démontré son cran, sa capacité d'innovation. Sans paniquer, sans se démobiliser, la France a su résister à l'une des pires crises économiques et financières depuis un siècle. Bien sûr ça a été dur, bien sûr ce n'est pas fini, mais du moins nous savons ce qu'il faut faire

pour nous tirer de cette mauvaise passe. Nous connaissons des difficultés. Le chômage, la violence, la délocalisation, la peur du déclassement social. Comme toutes les sociétés européennes au fond, la nôtre paye plusieurs décennies de stagnation économique. Eh bien ces réalités commandent de ne pas baisser les bras et surtout de ne pas succomber au premier imprécateur venu. J'invite les Français à ne pas céder à la démagogie de ceux qui prétendent qu'un coup de baguette magique ou qu'un coup de balai résoudra quoi que ce soit. Nos handicaps sont connus, leurs résolutions aussi, c'est une question d'adaptation permanente, c'est une question de réformes, de sagesse aussi de construire l'avenir de façon ordonnée et patiente.

Mes chers amis,

Nous devons faire bloc autour du Président de la République afin de démontrer aux Français que nous incarnons le camp de l'unité et de la solidité. Mais nous devons aussi gagner le combat des valeurs, et pour ce faire revenons au cœur de nos convictions les plus intimes. Nous sommes de ceux qui regardent le monde tel qu'il est, avec ses défis, avec ses rapports de forces qui bousculent l'ancienne suprématie de l'occident. Nous sommes de ceux qui affirment, avec la franchise qu'exige la vérité, que la modernisation du pays n'est pas achevée, que notre compétitivité, notre productivité, notre désendettement exigent encore des efforts et de l'équité. Nous sommes de ceux qui disent que le progrès économique et le progrès social ne peuvent pas être dissociés parce que nous savons qu'il n'y pas d'efficacité sans consensus national. Nous croyons que l'innovation, la culture, l'esprit d'entreprendre continuent de pousser l'humanité en l'avant. Nous voyons en chaque citoyen cette part de responsabilité et de devoirs sans laquelle leur dignité est abaissée. Nous croyons à l'unité de la République, seule à même de transcender les divisions et les clivages communautaires. Nous voulons que l'énergie nationale soit éclairée et qu'elle soit placée au service de l'Europe et non pas contre l'Europe. Nous sommes du camp de ceux pour qui le sort de la Liberté est l'une des missions de la France dans le monde. De la Côte d'Ivoire à la Libye, à la Birmanie où était il y a quelques instants et où il nous a fait honneur, le ministre d'Etat, Alain JUPPE, contre les tyrannies qui ont asservi le XX<sup>ème</sup> siècle, nous avons toujours refusé la domination des idéologies et l'emprise des âmes.

Eh bien c'est tout cela, mes amis, qui nous rassemble plus que tout, et qui légitime nos engagements passés et nos engagements à venir. Alors bientôt, autour du Président, nous livrerons la bataille des présidentielles et des législatives. Elle sera difficile et son issue sera certainement serrée, mais elle sera décisive parce que les temps que nous vivons sont incertains. Je veux vous dire que vous pouvez compter sur moi pour défendre nos couleurs partout où elles seront en jeu. Je ne laisserai pas notre action se faire caricaturer par ceux qui n'ont fait qu'observer la crise du haut des tribunes, et je ne laisserai pas l'avenir se compromettre avec des illusions. Voilà ce sont là les convictions que je voulais partager avec vous, en vous renouvelant mon estime, mon amitié ma confiance et en vous souhaitant à chacun et à chacune d'entre vous une très bonne année 2012.